
ARRETE n° 2025/VOI/316

OBJET : Autorisation de stationnement – 31 rue des Chataigniers

Le Maire d'OSNY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-28 et L 2213-2, L 2211 1-2 relatifs aux pouvoirs du Maire,

VU le Code de la Route, notamment ses articles R 110 1-2, R 411 4-8, R 413 1-3, R417-10 et suivants,

VU l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise Déménagements GRIE en date du 28 mai 2025 intervenant pour le compte de Mr et Mme LAFAYE pour le stationnement d'un camion au 31 rue des Chataigniers à OSNY,

CONSIDERANT que le stationnement doit être réglementé pour assurer le stationnement des camions dans de bonnes conditions.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Durant la journée du 18 juin 2025, trois places de stationnement seront réservées pour le stationnement d'un camion de l'entreprise Déménagements GRIE au 31 rue des Chataigniers à Osny.

Le stationnement des camions est totalement proscrit sur le trottoir, conformément à l'article R417-10, et suivants, du code de la route.

Les véhicules en stationnement gênant pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.
À tout moment, le passage devra être libre pour les véhicules de sécurité (pompiers, ambulances, médecins...).

ARTICLE 2 :

Lorsque l'utilisation du trottoir sera rendue impossible ou dangereuse, l'entreprise devra prendre toutes dispositions pour obliger les piétons à emprunter le trottoir opposé en toute sécurité.

ARTICLE 3 :

La signalisation correspondante sera réalisée 48h avant la date d'occupation des places, par le demandeur ou l'entreprise Déménagements GRIE, PARC D'ACTIVITES DES 4 CHEMINS RUE JEAN BRESTEL 95540 MERY SUR OISE, contact@demenagements-grie.fr.

ARTICLE 4 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par procès-verbaux. Les sanctions applicables sont définies dans les articles R413-14 et R413-14.1 du Code de la route. Si nécessaire, les procès verbaux de l'infraction seront transmis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de CERGY, le Chef de la police Municipale et les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

Fait à Osny, le 3 juin 2025



Jean-Michel LEVESQUE,


Maire